



VEILLE ÉCONOMIQUE

ENVIRONNEMENT – ENERGIE – ENTREPRISES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N°06 – Juin 2022

Sommaire :

● CLIMAT-ENERGIE- ENVIRONNEMENT-LOGEMENT2

1. La KfW ouvre 15Mds € pour remplir les réservoirs de gaz2
2. D'importantes économies de gaz grâce au charbon.....2
3. Niveau 2 d'alerte du plan d'urgence pour le gaz2
4. Le gouvernement allemand veut systématiser le soutien aux groupes énergétiques.....3
5. Le gouvernement vise 500 000 pompes à chaleur par an3
6. Réactions allemandes à l'acte délégué sur la taxonomie verte3
7. Absence d'impact du rabais à la pompe : Habeck souhaite durcir le droit à la concurrence4
8. Le Bundestag adopte plusieurs projets de loi du « paquet de Pâques »4
9. L'Allemagne en campagne pour promouvoir les économies d'énergie.....4

● TRANSPORTS.....5

1. Pénurie de main d'œuvre dans le secteur aérien allemand5
2. L'usine Tesla de Brandebourg perd des milliards selon Elon Musk5
3. Ouverture d'une troisième usine de BMW en Chine5

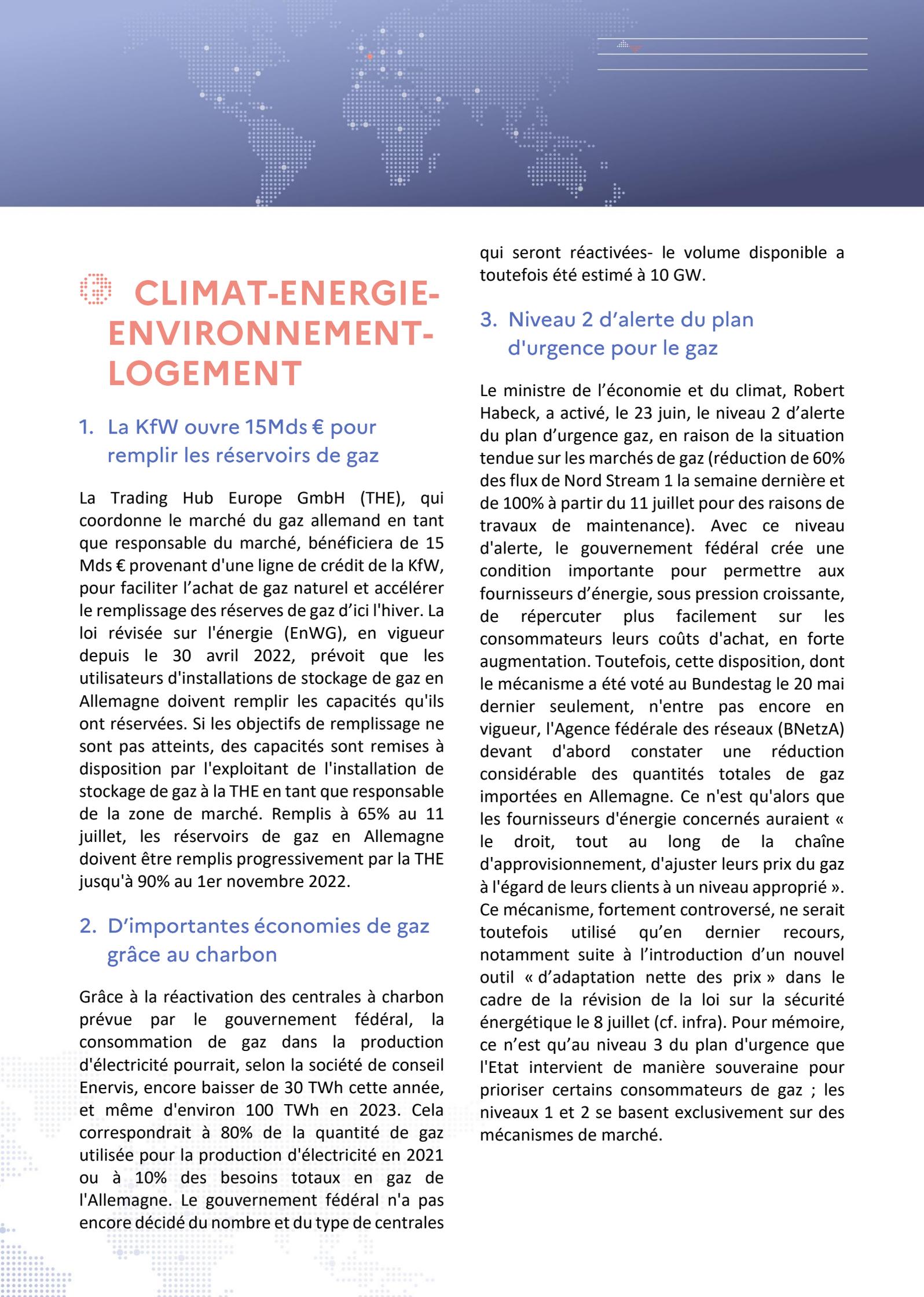
4. Réactions allemandes au projet de sortie du moteur thermique en 2035..... 6
5. Ticket à 9€ : 31 millions d'utilisateurs en juin 2022 6

● ENTREPRISES ET INTERNATIONAL..... 6

1. La coalition Ampel publie ses orientations en matière d'agenda commercial 6
2. Electromobilité, construction et recyclage des batteries : 230M€ annoncés par le BMWK 7
3. Les exportations allemandes d'armes se maintiennent à un niveau historiquement haut..... 7
4. Renforcement de la coopération économique avec Singapour..... 7
5. Volkswagen finalise le rachat du français Europcar pour 2,5Md€..... 8

● NUMERIQUE-INNOVATION..... 8

1. Siemens achète le spécialiste des logiciels Brightly pour 1,5Md€..... 8
2. Malgré la conjoncture morose, les start-ups allemandes lèvent de grosses sommes en juin 9
3. Le français Xange s'implante à Berlin et renforce son financement en Allemagne 9



CLIMAT-ENERGIE- ENVIRONNEMENT- LOGEMENT

1. La KfW ouvre 15Mds € pour remplir les réservoirs de gaz

La Trading Hub Europe GmbH (THE), qui coordonne le marché du gaz allemand en tant que responsable du marché, bénéficiera de 15 Mds € provenant d'une ligne de crédit de la KfW, pour faciliter l'achat de gaz naturel et accélérer le remplissage des réserves de gaz d'ici l'hiver. La loi révisée sur l'énergie (EnWG), en vigueur depuis le 30 avril 2022, prévoit que les utilisateurs d'installations de stockage de gaz en Allemagne doivent remplir les capacités qu'ils ont réservées. Si les objectifs de remplissage ne sont pas atteints, des capacités sont remises à disposition par l'exploitant de l'installation de stockage de gaz à la THE en tant que responsable de la zone de marché. Remplis à 65% au 11 juillet, les réservoirs de gaz en Allemagne doivent être remplis progressivement par la THE jusqu'à 90% au 1er novembre 2022.

2. D'importantes économies de gaz grâce au charbon

Grâce à la réactivation des centrales à charbon prévue par le gouvernement fédéral, la consommation de gaz dans la production d'électricité pourrait, selon la société de conseil Enervis, encore baisser de 30 TWh cette année, et même d'environ 100 TWh en 2023. Cela correspondrait à 80% de la quantité de gaz utilisée pour la production d'électricité en 2021 ou à 10% des besoins totaux en gaz de l'Allemagne. Le gouvernement fédéral n'a pas encore décidé du nombre et du type de centrales

qui seront réactivées- le volume disponible a toutefois été estimé à 10 GW.

3. Niveau 2 d'alerte du plan d'urgence pour le gaz

Le ministre de l'économie et du climat, Robert Habeck, a activé, le 23 juin, le niveau 2 d'alerte du plan d'urgence gaz, en raison de la situation tendue sur les marchés de gaz (réduction de 60% des flux de Nord Stream 1 la semaine dernière et de 100% à partir du 11 juillet pour des raisons de travaux de maintenance). Avec ce niveau d'alerte, le gouvernement fédéral crée une condition importante pour permettre aux fournisseurs d'énergie, sous pression croissante, de répercuter plus facilement sur les consommateurs leurs coûts d'achat, en forte augmentation. Toutefois, cette disposition, dont le mécanisme a été voté au Bundestag le 20 mai dernier seulement, n'entre pas encore en vigueur, l'Agence fédérale des réseaux (BNetzA) devant d'abord constater une réduction considérable des quantités totales de gaz importées en Allemagne. Ce n'est qu'alors que les fournisseurs d'énergie concernés auraient « le droit, tout au long de la chaîne d'approvisionnement, d'ajuster leurs prix du gaz à l'égard de leurs clients à un niveau approprié ». Ce mécanisme, fortement controversé, ne serait toutefois utilisé qu'en dernier recours, notamment suite à l'introduction d'un nouvel outil « d'adaptation nette des prix » dans le cadre de la révision de la loi sur la sécurité énergétique le 8 juillet (cf. infra). Pour mémoire, ce n'est qu'au niveau 3 du plan d'urgence que l'Etat intervient de manière souveraine pour prioriser certains consommateurs de gaz ; les niveaux 1 et 2 se basent exclusivement sur des mécanismes de marché.

4. Le gouvernement allemand veut systématiser le soutien aux groupes énergétiques

Le 7 et 8 juillet, le Bundestag et Bundesrat ont adopté la révision de la loi sur la sécurité énergétique (EnSiG) et de celle sur le secteur de l'énergie (EnWG), visant à renforcer la sécurité d'approvisionnement et systématiser le soutien aux entreprises du gaz en difficulté. Alors que le prix du gaz atteint des records (récemment 183€/MWh) et que les livraisons de gaz russe continuent de baisser jusqu'à une interruption complète le 11 juillet, source d'incertitudes et d'inquiétudes côté allemand, Uniper, premier négociant de gaz en Allemagne, se trouve dans une situation économique préoccupante. Ce paquet législatif doit permettre le soutien direct des entreprises du secteur de l'énergie, notamment sous forme d'une participation directe de l'État fédéral via le fonds de stabilisation économique (WSF). L'État pourrait ainsi octroyer des crédits mais aussi acquérir plus de 25 % du capital d'Uniper.

5. Le gouvernement vise 500 000 pompes à chaleur par an

Le gouvernement fédéral entend accélérer le développement des pompes à chaleur par la mise en service d'au moins 500.000 nouvelles pompes par an à partir de 2024 (contre 150.000 en 2021), comme alternative au chauffage au fioul et au gaz. Le ministre de l'économie et du climat Robert Habeck (Verts) et la ministre de la Construction Klara Geywitz (SPD) se sont entretenus avec les représentants de la branche lors d'un sommet le 29 juin sur les pompes à chaleur pour discuter du changement prévu des systèmes de chauffage. Afin d'atteindre cet objectif, la Confédération allemande des

syndicats (DGB) réclame de meilleures rémunérations face aux difficultés de recrutement de personnel qualifié, alors que Robert Habeck a annoncé vouloir soutenir davantage la formation continue et augmenter l'immigration étrangère. Deux programmes de soutien via la banque publique KfW devraient permettre de développer la rénovation urbaine énergétique et la rénovation de quartiers couvrant plusieurs bâtiments. Actuellement, 1 million de pompes à chaleur sont installées en Allemagne. Mais en 2021, elles ne représentaient qu'à peine 17% des nouveaux chauffages installés, les chauffages au gaz ayant une part de marché d'environ 70%. L'installation de pompes à chaleur dans les bâtiments existants est subventionnée à hauteur de 35% des coûts d'investissement, et à 45% pour le remplacement des chauffages au fioul.

6. Réactions allemandes à l'acte délégué sur la taxonomie verte

Les réactions allemandes ont été en majorité négatives suite au vote du Parlement européen en faveur de l'acte délégué sur la taxonomie verte incluant le gaz et le nucléaire. Le gouvernement allemand, qui s'était exprimé le 19 mai contre la proposition d'acte délégué de la CE, ne portera pas plainte, a annoncé le porte-parole Steffen Hebestreit. Ce dernier a toutefois réaffirmé la position de la coalition au pouvoir, selon laquelle l'énergie nucléaire ne pouvait être considérée comme durable. Les associations environnementales (WWF, DUH et Greenpeace) se dirigent en revanche vers un recours. A l'inverse, la fédération de l'industrie allemande (BDI) a salué la décision du parlement européen, qui « levait un obstacle taille pour le financement de la transition énergétique

européenne » et « donnait à l'industrie une sécurité de planification ».

7. Absence d'impact du rabais à la pompe : Habeck souhaite durcir le droit à la concurrence

Suite au mécontentement face au peu d'effet de la réduction au minimum légal européen de la taxe énergétique sur les carburants, Robert Habeck souhaite renforcer le droit de la concurrence et donner à l'Office des cartels davantage de possibilités d'intervention afin de pouvoir agir plus efficacement contre les groupes pétroliers, accusés de gonfler les prix. Concrètement, il s'agirait de réformer la loi contre les restrictions de la concurrence (GWB). Des propositions concrètes devraient être faites à cet effet. Le ministre a évoqué la possibilité de prélever les bénéfices excédentaires réalisés lorsque les entreprises abusent de leur pouvoir de marché et, en dernier recours, la possibilité de « mesures de remédiation » des marchés oligopolistiques concernés, même sans preuve d'une infraction au droit de la concurrence. Un rapport du BMWK montre en effet que les entreprises du secteur pétrolier n'ont pas besoin de s'entendre de manière explicite pour aligner leurs prix avec ceux des concurrents, le marché étant « très transparent ». Ce procédé ne serait utilisé « qu'en dernier recours » mais offrirait la possibilité « d'assurer ainsi une plus grande concurrence pour protéger les consommateurs ».

8. Le Bundestag adopte plusieurs projets de loi du « paquet de Pâques »

Le développement accéléré des énergies renouvelables a reçu l'aval du Bundestag et du Bundesrat le 7 et 8 juillet dernier. Les députés ont adopté plusieurs projets de loi du paquet de Pâques, sur le développement accéléré des EnR. La loi visant à accélérer le développement des installations éoliennes terrestres (WaLG) impose aux Länders de mettre à disposition entre 1,8 % et 2,2 % de leur territoire pour le développement de l'énergie éolienne d'ici fin 2032 (contre 0,8% actuellement). Celle sur l'énergie éolienne en mer (WindSeeG) prévoit d'accélérer les procédures d'autorisation et d'abaisser la puissance minimale des surfaces éligibles aux appels d'offres à 500 MW à partir de 2027 (contre 1000 MW auparavant). Les députés ont également adopté une modification de la loi fédérale sur la protection de la nature qui doit permettre d'inclure les zones de protection des paysages dans la recherche de surfaces pour le développement de l'énergie éolienne. Afin de simplifier et d'accélérer les procédures d'autorisation, des normes uniformes au niveau fédéral sont prévues pour l'examen de la protection des espèces d'oiseaux nicheurs menacées de collision (distances minimales spécifiques à chaque espèce).

9. L'Allemagne en campagne pour promouvoir les économies d'énergie

Le gouvernement fédéral a appelé le 10 juin à la mobilisation nationale pour réaliser des économies d'énergie, avec l'appui des organisations syndicales et patronales dans une campagne destinée à réduire la consommation pour faire face à la hausse des prix et lutter contre le réchauffement climatique. Concrètement, une campagne d'affichage, destinée à la fois aux "industriels, PME et aux

particuliers", sera mise en place pour promouvoir certaines pratiques, comme "baisser la climatisation", "prendre le bus" ou acheter une "pomme de douche à économie d'énergie". Baptisée "80 millions ensemble pour économiser de l'énergie" -référence au nombre d'habitants du pays-, la campagne prévoit un site internet dédié et une "hotline" téléphonique dispensant des conseils pour réduire sa consommation.

TRANSPORTS

1. Pénurie de main d'œuvre dans le secteur aérien allemand

Plusieurs aéroports allemands rencontrent depuis fin juin d'importantes difficultés de gestion des flux de passagers liées aux problèmes de recrutement de personnels écartés pendant la pandémie, alors que le trafic aérien européen devrait atteindre 95% de son niveau de 2019 d'ici la fin de l'été (Eurocontrol). L'Institut de l'économie allemande (IW) a identifié en juin un déficit de 7 200 travailleurs qualifiés pour l'aviation allemande – en majorité ceux opérant au sol - et une absence de réserve sur le marché du travail. Face au manque de personnel dans les aéroports, Lufthansa a déjà annulé 3 000 vols sur un total de 80 000 pour l'été dans ses hubs de Francfort et de Munich, tandis qu'Easyjet a renoncé à 1000 vols rien que pour Berlin. Pour endiguer ce manque de main d'œuvre, le gouvernement prévoit d'autoriser l'entrée de 2000 personnels étrangers cet été. La situation ne devrait que marginalement s'améliorer à court terme selon le PDG de Lufthansa Carsten Spohr, pour qui le chaos dans le trafic aérien devrait durer au moins « jusqu'à l'automne ».

2. L'usine Tesla de Brandebourg perd des milliards selon Elon Musk

La nouvelle usine de voitures électriques de Tesla à Grünheide près de Berlin perd actuellement des « milliards de dollars », selon son PDG Elon Musk, qualifiant le site de « gigantesque four à brûler l'argent ». Ces mauvais résultats s'expliquent par une pénurie de batteries et des interruptions de la chaîne d'approvisionnement dues à la fermeture des ports chinois. L'usine devrait en outre interrompre ses activités entre le 11 et le 22 juillet afin d'optimiser des processus de production trop lents. Les plans pour l'usine de Grünheide étaient ambitieux : 500 000 voitures électriques de type Model Y devaient sortir des chaînes de montage chaque année dans la Gigafactory. Jusqu'à présent, seuls 1 000 véhicules sont produits par semaine – soit 10% de l'objectif initial.

3. Ouverture d'une troisième usine de BMW en Chine

BMW a inauguré sa troisième usine à Shenyang en Chine. Avec plus de 2 Mds €, il s'agit du plus gros investissement du constructeur dans le pays. À l'avenir, plus de 800 000 véhicules pourront être produits sur le site. Cette extension s'inscrit dans le cadre de la dépendance croissante de BMW vis-à-vis du marché chinois, qui représente 40% de l'ensemble de ses ventes de véhicules en 2021. La nouvelle usine, conçue pour produire des véhicules entièrement électriques, est entièrement connectée à la 5G et est alimentée à 100% par des énergies renouvelables, en partie produites sur place par 290 000 mètres carrés de panneaux solaires.

4. Réactions allemandes au projet de sortie du moteur thermique en 2035

Le 23 juin, les ministres de l'Environnement des Vingt-Sept se sont accordés sur la réduction des émissions de CO2 des voitures neuves de 100 % en 2035. En l'état actuel de la technologie, cela revient à interdire de facto les moteurs thermiques à compter de cette date, pour ne plus autoriser que les voitures 100 % électriques, à batterie ou à hydrogène. A la demande de l'Allemagne notamment, les ministres se sont toutefois accordés pour reconsidérer la question « en tenant compte des développements technologiques », acceptant ainsi de revoir la question des hybrides rechargeables et des carburants de synthèse après 2035, sous réserve qu'ils soient climatiquement neutres. Les associations de protection de l'environnement (BUND, Greenpeace) ont critiqué cette ouverture aux e-fuels, jugés inefficaces et coûteux. Le chef du groupe CSU, Alexander Dobrindt, a qualifié « d'erreur fatale » la décision d'abandonner les moteurs thermiques, considérée comme un frein à l'innovation et une menace pour la prospérité. Ce projet avait divisé la coalition AMPEL, alors que le FDP avait brandi son veto au projet, et que, selon une enquête Forsa, une majorité des allemands (58%) s'y opposaient et craignaient (75%) d'accroître encore plus la dépendance de l'Allemagne à la Chine en matière d'importations de matières premières pour la construction de VL électriques.

5. Ticket à 9€ : 31 millions d'utilisateurs en juin 2022

D'après l'association des entreprises de transport allemandes (VDV), 21 millions de

tickets à 9€ auraient été vendus en Allemagne en juin, auxquels s'ajoutent environ 10 millions d'abonnés qui auraient bénéficié d'une ristourne. 10% de clients en plus auraient emprunté les trains DB-Regio, provoquant l'engorgement de certaines gares. Face à cette demande, les chemins de fer allemands ont annoncé la mobilisation de plus de rames et de personnel durant l'été, alors que le secteur est aux prises avec « un niveau élevé de chantiers, une pénurie de matériels roulants et un manque de conducteur » selon le président du VDV. Le VDV, à l'instar d'autres voix, appellent de plus en plus le gouvernement fédéral à une "sécurité de financement" pour la période à partir de septembre, lorsque le ticket à 9 euros sera supprimé, voire à proposer le prolongement du ticket à 9€ ou une alternative à prix réduit (à l'instar d'un ticket climat à l'autrichienne ou d'un billet à 365 € comme évoqué dans la campagne électorale l'an dernier). Le ministre des Transports Volker Wissing (FDP) souligne jusqu'à présent ne pas vouloir décider avant l'automne et un bilan de cette mesure.

ENTREPRISES ET INTERNATIONAL

1. La coalition Ampel publie son agenda commercial

Les partis de la coalition ont publié le 23 juin un document donnant les orientations du gouvernement sur l'agenda commercial :

- Concernant l'OMC, la coalition soutient une réforme de l'organisation qui se concentrerait sur le règlement de lutte contre les subventions, sur le déblocage du mécanisme de règlement des différends et

sur l'alignement des règles de l'OMC sur le Traité de Paris.

- La section relative aux accords commerciaux appuie la signature d'accords équitables entre l'UE et les pays avec lesquels elle partage les valeurs fondamentales de la démocratie libérale. Le gouvernement s'engage par ailleurs à mener à terme les accords avec le Chili et le Mexique et à ne pas abandonner l'accord avec le Mercosur.
- Une plus grande implication du Parlement Européen est mentionnée par la coalition pour rendre la mise en œuvre des accords de libre-échange plus démocratique, notamment sur les sujets réglementaires.
- Des accords de protection des investissements concentrés contre l'expropriation directe et l'égalité de traitement des nationaux vont être négociés par le gouvernement qui souhaite également renforcer le droit de réglementer.
- L'Allemagne s'attachera à ce que cette Charte de l'Energie ne rentre pas en conflit avec les règles européennes et la loi allemande sur la protection du climat.

2. Electromobilité, construction et recyclage des batteries : 230M€ annoncés par le BMWK

Le BMWK a annoncé 80M€ de financement de projets de R&D soutenant la transformation vers l'électromobilité. L'accent sera mis sur les systèmes de charge bidirectionnelle (du réseau au véhicule, et réciproquement), l'électrification des poids lourds et les infrastructures de recharge à bas coût. Le BMWK a lancé un appel à projets et rendra ses décisions d'investissements en septembre. L'annonce de cette enveloppe intervient une semaine après l'adoption par le Parlement Européen de la fin de

la vente de voitures à moteur à explosion en Europe d'ici 2035 (cf. article supra). En parallèle, le BMWK annonce 150M€ de financement de projets autour de la fabrication de cellules de batteries, dont 17M€ concernant le projet LiBinfinity, promouvant le recyclage des batteries lithium-ion. Le gouvernement souhaite ainsi faire de l'Allemagne le fer de lance des cellules de batteries durables, en prenant les devants sur les réglementations européennes qui instaureront des quotas de recyclage sur le cobalt, le lithium et le nickel dès 2031. Une usine pilote sera construite sur le site Mercedes-Benz de Kuppenheim (Bade-Wurtemberg), les autres partenaires du projet étant Daimler Truck, Primobius, la Technische Universität de Berlin et la Karlsruhe Institute of Technology.

3. Les exportations allemandes d'armes se maintiennent à un niveau historiquement haut

Après une année record en 2021, avec 9,0 Md€ de permis d'exportation délivrés en Allemagne (notamment par un contrat important avec l'Egypte), les exportations allemandes continuent sur cette lancée en 2022, avec 4,1 Md€ de permis d'exportation délivrés au premier semestre (contre 2,3Md€ au premier semestre 2021, soit une augmentation de 80%). Les trois quart de ces livraisons se feront à des pays de l'UE/OTAN, notamment dans le cadre d'un projet d'approvisionnement de grande envergure aux Pays-Bas, d'une valeur de 1,8 Md€. Les 25% restants seront livrés à l'Ukraine (pour 562M€) et 458M€ se distribuent à des pays tiers (Corée du Sud, Brésil, Suisse et Australie).

4. Renforcement de la coopération économique avec Singapour

Le 30 juin, à Berlin, Robert Habeck, Ministre de l'Économie et du Climat allemand, et S. Iswaran, Ministre du Commerce et de l'Industrie de la République de Singapour, ont annoncé un accord interministériel pour une « coopération économique » bilatérale renforcée sur trois plans : gouvernement à gouvernement (G2G), gouvernement à entreprise (G2B) et entreprise à entreprise (B2B). L'accord sera signé lors de la 17^{ème} conférence Asie-Pacifique de l'économie allemande des 13 et 14 novembre 2022. Singapour est déjà l'un des principaux partenaires économiques de l'Allemagne en Asie, avec un volume d'échanges bilatéraux s'élevant à 11Md€ en 2021.

5. Volkswagen finalise le rachat du français Europcar pour 2,5Md€

Le consortium constitué du groupe allemand (qui possède désormais deux tiers des actions par rachat direct), de Pon Holdings, importateur de Volkswagen (VW) aux Pays-Bas et de l'investisseur Attestor a finalisé l'acquisition d'Europcar, pour un montant de transaction s'élevant à 2,5Md€. VW avait déjà possédé Europcar avant de le vendre en 2006 pour 1,3Md€ devant la rentabilité décroissante de la location pure de véhicule. Le groupe allemand possède désormais deux tiers des actions par rachat direct et *via* Pon Holdings, l'importateur Volkswagen (VW) aux Pays-Bas. Le montant de la transaction s'élève à 2,5Md€. VW avait déjà possédé Europcar avant de le vendre en 2006 pour 1,3Md€ devant la rentabilité décroissante de la location « pure » de véhicule. Le groupe VW souhaite intégrer les 230 000 véhicules de la flotte d'Europcar à sa solution d'autopartage pour en faire une flotte hybride autopartage et location « pure ». Le marché de l'autopartage seul ne semble en effet pas encore mature, en

témoigne le récent échec de ShareNow que Mercedes et BMW ont revendu à Stellantis en mai 2022 après avoir subi de lourdes pertes. A terme, Volkswagen veut proposer une unique application multi-service : autopartage, location « pure », abonnement automobile. Cette dernière solution est également proposée par Porsche depuis le 1^{er} juin 2022 pour 2 899€ par mois.

NUMERIQUE- INNOVATION

1. Siemens achète le spécialiste en logiciels Brightly pour 1,5Md€

Conformément à la stratégie de son PDG Roland Busch de devenir un acteur de premier plan dans les solutions numériques et les logiciels, le groupe allemand Siemens élargit son portefeuille avec l'acquisition de l'américain Brightly pour 1 575 M\$. Cette acquisition représente une nouvelle avancée du groupe du DAX dans le domaine des *Software-as-a-Service* (SaaS), Brightly développant des programmes pour la gestion et la maintenance des infrastructures (santé, éducation). Cette acquisition intervient après le rachat de la plateforme informatique pour le ferroviaire néerlandaise Sqills en 2021 pour plus de 500M€ et le rachat du spécialiste du marché du numérique Supplyframe pour 700M€ en mai 2021. Elle témoigne de la volonté du groupe Siemens de se recentrer sur son activité *Smart Infrastructure* (réseaux intelligents, systèmes d'énergie connectés, sites industriels et bâtiments autonomes), plus rentable. En parallèle, Siemens se déleste d'autres activités avec la cession de ses activités

énergétiques (de Siemens Energy en septembre 2020, la vente de sa filiale Yunex Traffic de technologie de trafic intelligent (gestion de trafic, signalisation, péage dynamique) à Atlantia (holding italienne de la famille Benetton) pour 950M€ en janvier 2022, la vente de ses activités postales et de colis de Siemens Logistics pour 1,15Md€, ainsi que son retrait de la *joint-venture* de moteurs électriques avec le français Valeo en février 2022.

2. Malgré la conjoncture morose, les start-ups allemandes lèvent de grosses sommes en juin

Malgré le doute qui plane sur le capital-risque et les difficultés de plusieurs licornes allemandes, vingt-six levées de fonds de plus de 10M€ sont confirmées pour le mois de juin, portant l'ensemble des financements levés par la tech allemande ce mois-ci à plus de 2,1Md€, ce qui témoigne de la résistance du dynamisme du secteur. En particulier, la fintech germano-britannique SumUp a levé 590M€ auprès de Bain Capital et BlackRock pour développer ses services financiers auprès des petits commerçants. L'agrégateur berlinois Razor Group continue de s'endetter auprès de BlackRock avec une nouvelle levée de 400M\$ de dette. Le fonds de pension canadien OTPP confirme un ticket de 250M€ (au lieu de 300M€)

auprès du courtier berlinois Trade Republic. La licorne munichoise Personio (qui propose des solutions RH pour les PME/TPE), ainsi que l'edtech berlinoise CoachHub lèvent toutes les deux 200M\$: Personio voit ainsi sa valorisation grimper à 8,5Md\$, tandis que CoachHub voit son financement total atteindre 330M\$.

3. Le français XAnge s'implante à Berlin et renforce son financement en Allemagne

Le fonds d'investissement XAnge lance un nouveau fonds XAnge 4 de 220M€, qui doit se concentrer sur les start-ups européennes et spécialement allemandes. Déjà implanté à Munich, XAnge a ouvert un nouveau bureau à Berlin. Connu en Allemagne depuis sa participation en 2010 dans la start-up de lunettes désormais cotée en bourse Mister Spex, XAnge a déjà utilisé ce nouveau fonds pour prendre des participations dans quinze start-ups allemandes dont 50M€ dans la série B de Workmotion (expert RH), 7,5M€ dans la série A de Gitti (vernis à ongle) et 2,5M€ dans le financement seed de Pina Earth (captation de CO2). Avec ce nouveau fonds *early-stage* (tickets entre 300k€ et 10M€), XAnge veut réaliser dix investissements dans l'année à venir dans les secteurs healthtech, deeptech et start-ups à impact (production et approvisionnement bio).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Claire THIRRIOT-KWANT

Rédacteurs : Emmanuel LAGRANDEUR-BOURESSY, Emilie MANCEAU-DARRIVERE, Esther GOREICHY, Stéphanie JALLET, Gabriel ROUX, Antoine LECLERCQ, Charles ALCAIDE

Pour s'abonner :

berlin@dgtresor.gouv.fr

Pour se désinscrire :

berlin@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo :

©elxeneize